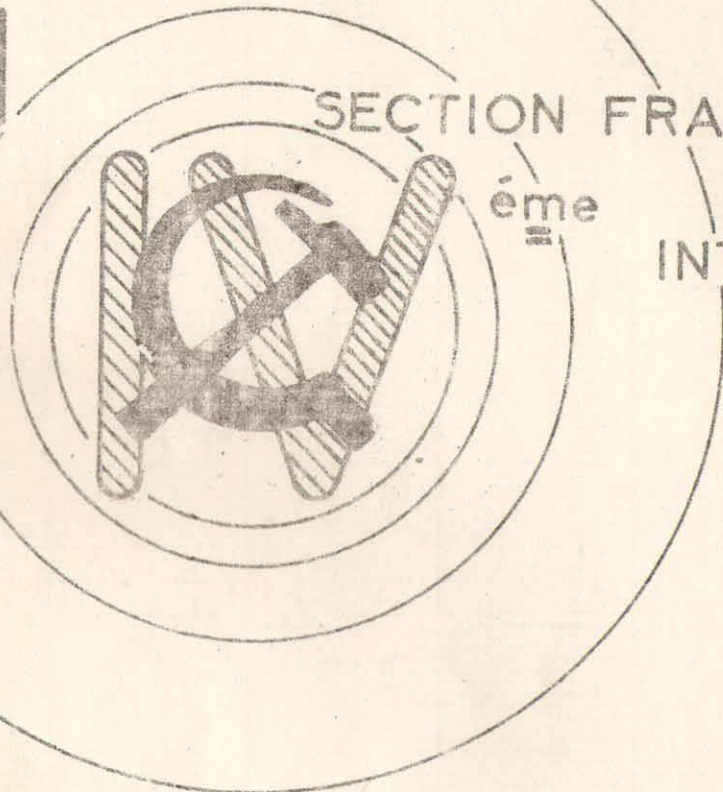


Parti Communiste Internationaliste

N
B
U
L
L
E
T
I
N
N° 2



SECTION FRANÇAISE DE LA
3^{ème}
INTERNATIONALE

TEXTES POUR LA DISCUSSION AU CONGRES (N°2)

AMENDEMENTS

PRIX 0,50 F

- page 12 - 1er. parag. : après "à la différence de la démocratie parlementaire qui depuis longtemps" ajoutez "mises à part les velléités du gouvernement Mendès France".
- page 15 - 3ème.parag. : faire du sous-chapitre "Syndicats" un chapitre à part entière, à la suite de celui sur "l'action du gaullisme", mais non intégré à celui-ci.
- page 16 - 2ème.parag. : à compléter par la phrase du 5ème parag. "le point de départ ... régime"
- 3ème.parag. : à remplacer par : "le 17 mai - mouvement unitaire de type 'Tous Ensemble' - malgré le vague de ses revendications a connu une forte participation. Il est venu répondre, à la fois, au sourd mécontentement des militants face à une mobilisation sans doute systématique, mais successive et sans perspectives, et pour cela inégalement suivie, de tous les secteurs de la classe ouvrière, et à des objectifs électoralistes de pression sur la FGDS.
- page 22 - 3ème.parag. : à compléter comme suit: "et elle", à la suite des dernières mesures de répression contre l'opposition à l'UEG, à la formation d'une Union de la jeunesse Communiste (Marxiste-Léniniste) qui, tout en affirmant des positions pro-chinoises, n'a rejoint aucun des deux groupements ci-dessus mentionnés, jugés par elle, trop sectaires et trop primitifs quant à l'élaboration théorique.
Nous devons, en application des résolutions du dernier Congrès Mondial chercher les moyens adéquats pour ouvrir un dialogue, là où il n'a pas encore commencé, avec les éléments valables attirés par ces mouvements et susceptibles de nous rejoindre si nous savons leur offrir des perspectives répondant mieux à leur recherche de solutions révolutionnaires que les divers mouvements auxquels ils se sont d'abord intéressés".
- page 24 - 2ème parag. 4ème ligne : remplacer "La Vérité" par : "qui se dénomme OCI depuis décembre 1965".
- 1^{er} parag. après la 4ème ligne: ajouter "lié à ces caractérisations, son action quotidienne combine ouvrierisme, paternalisme en direction des autres groupes et absence de positions claires sur le travail syndical et le travail dans les organisations syndicales, les délégués et les comités d'entreprise".
- page 27 - 2ème parag. 11ème ligne : ajouter après "de FO" le groupe de mot "et de la FEN".
- 5ème parag. ajouter "seule une attitude exempte de sectarisme et d'agressivité, évitant le mépris et la condescendance comme la polémique gratuite, permettra à une telle orientation de porter tous ces fruits".

SUR LE TRAVAIL ENTRISTE

S'il y a effectivement crise du P.C.F., chacun reconnaîtra que l'accumulation de crises particulières depuis 20 ans n'a pas déporté le parti à gauche et que les effets de la déstalinisation n'ont pas amené le début de redressement du cours sur une voie révolutionnaire mais ont accentué ce cours dans le sens d'une social-démocratisation de la ligne nationale et internationale.

La facilité avec laquelle a été clarifiée et concrétisée cette orientation ne tient pas -comme il se pourrait, pour ce qui est des facteurs nationaux- à une stabilisation dans le recrutement qui aurait rendu les anciens (c'est à dire les militants qui ont traversé toutes les crises particulières et l'épreuve de la déstalinisation sans trop de troubles) de plus en plus prépondérants dans l'effectif total du Parti, chaque fois davantage.

En effet, selon le rapport à l'organisation de G. Marchais au dernier congrès du P.C., 4,2% des effectifs actuels du Parti n'y ont pas adhéré avant 1959, c'est à dire autant que de la Libération à 1958 et bien plus que la proportion de ceux qui ont adhéré jusqu'en 1947 (35,4%)

On peut conclure que presque la majorité des membres actuels du P.C. y est entrée sur la base de l'évolution social-démocrate très ouverte (depuis 1959) que n'a nullement fait se redresser l'installation du gaullisme, mais qu'ont au contraire, renforcée les positions internationales du gaullisme.

L'officialisation de la voie réformiste ne peut être dans ces conditions le reflet de l'imposition d'une politique exprimant les intérêts de la bureaucratie sur l'ensemble du Parti, facilitée par une sclérose dans ses effectifs.

Il serait évidemment irrévocablement instructif de posséder des données sur la répartition, par périodes d'adhésion, de l'effectif ouvrier du Parti formant aux dires de G. Marchais 43,4% de l'effectif total actuel. On peut cependant s'en faire une idée à la lumière d'une observation du même G. Marchais -moins sujette à caution que la précédente- à propos de la composition par âge par Fédération. Selon cette observation la "jeunesse" des Fédérations est en liaison avec l'orientation de l'effort de ces Fédérations vers les entreprises. Ceci laisse entendre que c'est chez les ouvriers que la proportion d'adhérents récents est la plus grande.

Ceci renforce notre première conclusion que la ligne actuelle du P.C. n'a pas été un repoussoir pour le recrutement, même pas des prolétaires; que malgré la clarification de cette ligne se détournant

de la voie révolutionnaire, le renouvellement du Parti n'a pas été interrompu, même pas dans les couches de jeunes du prolétariat. Nous pensons même devoir affirmer l'inverse. Depuis 1961, date à laquelle un cri d'alarme à propos du renouvellement du Parti a été perceptible dans le rapport d'organisation du Congrès, le P.C. a pu mener conjointement l'approfondissement de la social-démocratisation de sa ligne et le renouvellement considérable de ses effectifs, comblant l'instabilité de ces effectifs.

Une telle évolution de la masse du P.C.F. en ne tenant même pas compte de légers déplacements reconnus officiellement dans la composition sociale du parti, une telle évolution ne s'oppose-t-elle pas à la possibilité de la naissance d'une crise, "dans la grande masse", motivée par des exigences de redressement dans le sens révolutionnaire formulées par la base, comme l'escompte la résolution du XVIIIème congrès de notre parti sur le travail entriste?

Il faut reconnaître que de toutes façons les facteurs généraux de crise -objectifs et subjectifs- ne peuvent amener une amorce de résolution révolutionnaire de la crise dans un P.C. particulier, que si un travail déjà suffisamment élaboré de tendance révolutionnaire est mis en place.

Le succès d'une telle entreprise dépend -est fonction en dernier ressort- des impulsions venant de l'organisation révolutionnaire à l'extérieur, de la qualité de son travail propre. Ce qui suppose que la construction indépendante de notre organisation soit suffisamment avancée.

Nous ne pouvons construire le parti révolutionnaire de masse sans faire abstraction de l'existence du P.C. et de son rôle politique dans et sur la classe ouvrière. Mais l'entrisme n'a aucune efficacité -du point de vue des objectifs qu'on lui assigne- si on lui subordonne la construction indépendante de l'organisation, ce qui reviendrait en fait à renoncer à la construction du parti révolutionnaire.

Il découle de ces exigences une délimitation de la tactique entriste et de son application qu'il importe au Congrès d'adopter avec urgence.

Nous proposons au Congrès l'examen des points suivants:

1) La conception implicite de l'entrisme amène le glissement de ce qui est explicitement une tactique auxiliaire à la construction du parti révolutionnaire vers une stratégie.

2) Cette stratégie modifie sensiblement les fondements de notre organisation. Elle déplace l'axe de son travail au détriment de notre pratique indépendante dans la lutte pour le regroupement et la préparation des forces susceptibles de grandir par l'intéressement à la réalisation de notre programme de transition.

3) Comme tactique l'entrisme doit aboutir "à la reconnaissance de nos militants comme des dirigeants révolutionnaires par la base du P.C.F." et non pas à l'intégration sous le couvert "d'un certificat de bonne conduite délivré par les bureaucrates du Parti" (Résolution du XVIIIème congrès de notre parti)

4) En tant que telle il faut donc la délimiter soigneusement de celle d'un agent informateur de notre organisation.

5) L'"intégration" des militants entristes ne doit pas passer outre la prise de position nécessaire sur des problèmes d'intérêt mondial pour le mouvement ouvrier. A ce propos le réflexe de défense des militants devant la crise de la bureaucratie chinoise et ses effets sur les autres bureaucraties des Etats Ouvriers et des P.C. doit être dépassé.

6) La tactique entriste ne doit pas ne pas renoncer à une incrustation qui serait paralysante pour le militant et stérile pour l'avancement de la crise à gauche et finalement pour nos objectifs au profit du recours à un roulement de militants menant un travail agitational et propagandiste dont la teneur minimum reste à définir.

7) Le travail individuel de chaque militant dans un tel cadre doit faire l'objet d'un contrôle fréquent, d'une délimitation nouvelle à chaque bilan résultant de son travail dans telle ou telle situation particulière.

8) La nature des regroupements de militants oppositionnels et de ceux gagnés individuellement doit être précisée (structures d'accueil intermédiaires entre le P.C. et notre organisation, ou internes)

9) Le bilan général des travaux séparés et la délimitation des tâches doit être fait à l'occasion de la publication d'une feuille entriste périodique.

Le 12 janvier 1967

JULIEN.

La création de la JCR se situe dans le contexte actuel qui voit en France se conjuguer un malaise profond de la jeunesse en général avec la crise de l'ensemble de ses organisations et de ses mouvements traditionnels.

La jeunesse française d'aujourd'hui en tant qu'elle représente dans sa grande majorité la future force de travail à exploiter par le capital, subit, comme la classe ouvrière elle-même, les premières conséquences de la stratégie mise en place, sous de Gaulle, par la bourgeoisie française. Celle-ci vise essentiellement à enrayer pour toute une période historique l'issue révolutionnaire qui seule peut résoudre les problèmes fondamentaux de la société décadente d'aujourd'hui. Au niveau de la conjoncture, la jeunesse ouvrière, partie la plus faible et la plus vulnérable de sa classe, subit les premières secousses de l'offensive de la bourgeoisie (chômage toléré par le Ve Plan, loi sur la formation professionnelle, coups portés contre l'enseignement universitaire, "industrialisation" de l'enseignement - cf. propos de Pompidou à Reims - définie par le Plan Fouchet).

La formation de la JCR se situe dans le cadre plus restreint de la crise du secteur étudiant du mouvement communiste stalinien en France. Sa naissance est la conséquence directe de l'éclatement de l'UEC, réduite aujourd'hui, après l'exclusion de la fraction pro-chinoise, à sa plus simple expression bureaucratique. L'existence de la JCR depuis près d'un an répond donc d'abord aux aspirations des étudiants et des jeunes intellectuels communistes qui se détournent du P.C.F. (de l'UEC et de l'UJCF). Par là même, la JCR est appelée à répondre rapidement aux besoins de la jeunesse ouvrière elle-même, dans la mesure où la crise des organisations de la jeunesse peut mûrir la crise des partis et des syndicats traditionnels de la classe ouvrière en voie de rajeunissement considérable et peut l'aiguïser.

La question la plus importante nous est posée par le développement des faits eux-mêmes (l'exclusion de nos militants travaillant dans l'UEC n'a pas permis au P.C.I. de fonder une J.C.I., mais au contraire une JCR groupant en son sein une fraction affiliée à notre organisation, ainsi que de nombreux militants non membres de notre organisation, issus soit de l'ex-UEC ou venant d'autres horizons avec comme caractéristique, aussi importante, que la direction de la JCR est pratiquement entre nos mains actuellement. Cette situation insoupçonnée est due au fait que la naissance de la JCR s'est produite à une période où le parti révolutionnaire d'avant-garde, ayant une réelle autorité au sein du prolétariat français, n'est pas encore construit.

Cette situation contradictoire et difficile pour notre organisation pose tant à la JCR qu'à nous les problèmes suivants :

1°) Pour la JCR : N'étant pas une JCI, la JCR, dit le rapport présenté à notre congrès, ne peut mener de politique sur un autre programme que celui de la IVe Internationale, et indépendante d'elle. Certes, s'il ne s'agit pas, évidemment, pour la JCR de déployer en permanence le drapeau et le programme trotskyste, cela ne veut pas dire que la JCR puisse rester et se développer sans posséder un programme "jeune".

Un tel programme, dont l'adoption incombe au prochain congrès de la JCR, ne peut cependant être élaboré par la JCR elle-même qu'en fonction du Programme de Transition. Il s'agit en somme d'adapter au niveau "jeunes" le Programme de Transition. Comme à l'organisation adulte - qui n'existe pas encore en tant que Parti ouvrier révolutionnaire, en tant qu'il n'est pas implanté et reconnu par une fraction de la classe ouvrière - il faut à la JCR un programme transitoire fondant son programme de revendi-

cations - jeunesse étudiante, jeunesse ouvrière, armée - et orientant les actions pour ces revendications, lui permettant de défendre, de regrouper, d'organiser la jeunesse ouvrière et étudiante et de passer des accords en vue d'une unité d'action avec d'autres organisations de jeunes.

L'essentiel de l'activité militante, à ce jour, de la JCR a consisté dans la défense du Vietnam et de la Chine contre l'agression impérialiste. Elle s'est même engagée dans une tentative de front unique international de défense du Vietnam. Le rapport qui, à notre congrès condamne le substitut qui serait effectivement une JCR jouant le rôle d'une JCI, n'exprime-t-il pas le souhait de lui voir jouer le premier rôle dans la tâche écrasante de réaliser le front unique de défense du Vietnam ? Si la JCR agit pour le front unique - et elle a agi, alors que notre organisation n'a pas agi - ne s'agit-il pas d'un substitut à l'action révolutionnaire du PCI ?

D'autre part, si la JCR n'a pas de programme "jeunes" transitoire, si elle ne prend pas position sur la signification globale de la guerre au Vietnam, du point de vue de l'impérialisme, des Etats ouvriers, des bureaucraties des partis ouvriers, si elle ne prend pas position sur la "révolution culturelle", sur la dégénérescence bureaucratique des Etats ouvriers, sur la question du front unique, et si cependant on lui demande de se battre pour le front unique, alors il est à craindre que la JCR perde ses forces dans des rééditions de l'expérience de Liège, alors même que ces problèmes sont déjà soulevés dans la masse des militants actuels.

Enfin, si la JCR n'adopte pas à son congrès de ligne syndicale dans l'UNEF, alors elle risque de compromettre gravement son avenir même à l'université dont pourtant elle est issue.

En dernier lieu, si elle ne précise pas les modalités de son recrutement en milieu jeunes travailleurs et n'offre pas de perspectives à ces jeunes, tant inorganisés qu'organisés, alors son développement risque d'être fort faible.

2°) Pour notre organisation : A quoi sert la JCR ? Elle peut prendre des initiatives limitées sur la question du front unique. Elle ne peut être une force de manoeuvre qu'on lancerait, faute d'une autre pratique du front unique revenant à notre organisation.

Tout l'avenir de la JCR est lié à l'orientation et à l'impulsion que lui donnera notre organisation. La JCR ne saurait être une force d'appoint au front unique ; mais elle ne saurait pas non plus être un complément de l'entrisme.

Elle est une organisation de jeunes révolutionnaires et son développement implique qu'elle le reste. Où va-t-elle, vers son développement ou vers sa liquidation ? Il ne faut pas redouter de poser la question en ces termes brutaux, étant donné la situation contradictoire dans laquelle la JCR se trouve au bout d'une année d'existence.

Si la JCR était destinée à redevenir une force entriste, alors elle serait déjà une JCI sous le sigle JCR. Nous souhaitons qu'elle reste une JCR et se développe en tant que telle. Si elle était destinée à rechercher la construction du front unique, en place et lieu de notre organisation, alors il s'agirait d'un substitut qu'on ne voudrait pas reconnaître, tout en le condamnant.

La JCR pose donc la nécessité pour notre section de devenir effectivement un parti qui mène des luttes au sein de la classe ouvrière, qui commence à acquérir une autorité en son sein. (1)

le 13 janvier 1967

(1) les problèmes soulevés par l'orientation de notre organisation dans ce sens ont été posés dans notre contribution sur le travail entriste.

JULIEN